

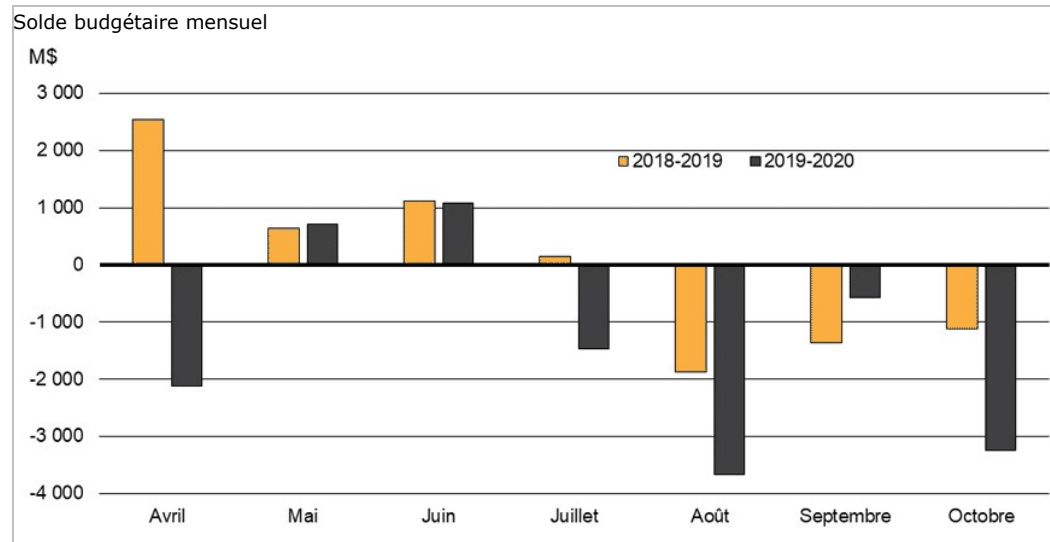
La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Octobre 2019

Le mois d'octobre 2019 s'est soldé par un déficit budgétaire de 3,3 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 1,1 milliard en octobre 2018. Les revenus ont diminué de 1,2 milliard (4,6 %), en raison de la baisse des revenus fiscaux et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 1,0 milliard (3,9 %), principalement sous l'effet de l'augmentation des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard (4,8 %), ce qui reflète en partie les rajustements mensuels moins importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation (IPC).



D'avril à octobre 2019

Pour la période d'avril à octobre de l'exercice 2019-2020, le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 9,1 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 0,1 milliard pour la même période de 2018-2019. Les revenus ont augmenté de 4,9 milliards (2,6 %), ce qui s'explique en grande partie par la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers. Les charges de programmes ont augmenté de 13,4 milliards (7,9 %), témoignant de l'augmentation des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,6 milliard (4,3 %), en raison principalement de rajustements plus importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'IPC et de la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours des bons du Trésor du gouvernement du Canada.

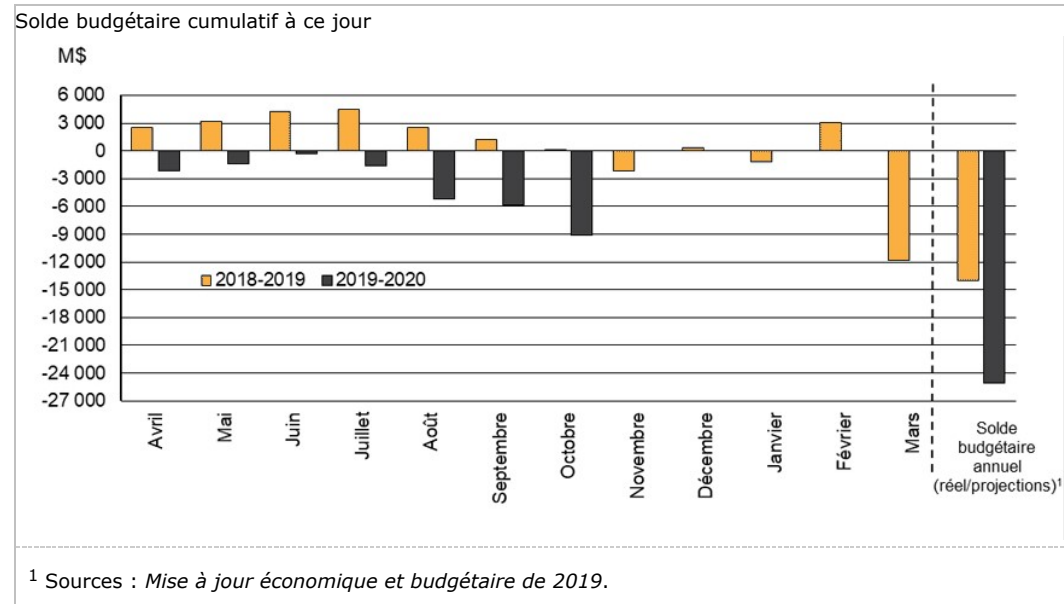


Tableau 1 État sommaire des opérations (M\$)				
	Octobre		Avril - octobre	
	2018 Redressés ¹	2019	2018-2019 Redressés ¹	2019-2020
Opérations budgétaires				
Revenus	26 695	25 465	184 652	189 532
Charges				
Charges de programmes	-25 936	-26 937	-170 415	-183 829
Frais de la dette publique	-1 872	-1 782	-14 145	-14 757
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-1 113	-3 254	92	-9 054
Opérations non budgétaires	-1 703	2 003	-12 585	-5 681
Ressources ou besoins financiers	-2 816	-1 251	-12 493	-14 735
Variation nette dans les activités de financement	12 713	14 108	20 441	24 701
Variation nette dans l'encaisse	9 897	12 857	7 948	9 966
Encaisse à la fin de la période			45 625	49 969
<i>Nota</i> – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets. ¹ Certains résultats de l'exercice précédent ont été redressés de façon à prendre en compte des changements à la convention comptable. Pour plus de détails, voir la note 8 à la fin du présent document.				

Revenus

En octobre 2019, les revenus se sont chiffrés à 25,5 milliards de dollars, soit une baisse de 1,2 milliard (4,6 %) comparativement à octobre 2018.

- Les revenus fiscaux ont diminué de 1,2 milliard de dollars (5,2 %).
- Les produits de la redevance sur les combustibles ayant fait l'objet d'une cotisation dans le cadre du régime fédéral de tarification de la pollution par le carbone ont totalisé 0,2 milliard de dollars.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (6,7 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont diminué de 0,3 milliard de dollars (10,9 %).

Pour la période d'avril à octobre de l'exercice 2019-2020, les revenus ont totalisé 189,5 milliards de dollars, soit une hausse de 4,9 milliards (2,6 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 3,3 milliards de dollars (2,1 %), principalement sous l'effet de la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers. La hausse des revenus fiscaux pour la période d'avril à octobre comprend un montant de 24 millions issu de la partie fédérale des droits d'accise sur le cannabis ayant fait l'objet d'une cotisation.
- Les produits de la redevance sur les combustibles ayant fait l'objet d'une cotisation ont totalisé 0,7 milliard de dollars au cours de la période.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (2,5 %).
- Les autres revenus ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (3,5 %).

Tableau 2 Revenus						
	Octobre			Avril - octobre		
	2018 Redressés ¹	2019	Variation	2018-2019 Redressés ¹	2019-2020	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Particuliers	11 751	12 601	7,2	87 642	92 102	5,1
Sociétés	4 024	2 862	-28,9	27 012	26 868	-0,5
Non-résidents	1 276	1 170	-8,3	5 390	5 216	-3,2
Total des revenus d'impôt sur le revenu	17 051	16 633	-2,5	120 044	124 186	3,5
Autres taxes et droits						
Taxe sur les produits et services	4 410	3 860	-12,5	24 823	24 628	-0,8
Taxes sur l'énergie	524	506	-3,4	3 406	3 381	-0,7
Droits de douane à l'importation	656	413	-37,0	4 165	3 222	-22,6

Autres taxes et droits d'accise	454	492	8,4	3 652	3 938	7,8
Total des autres taxes et droits	6 044	5 271	-12,8	36 046	35 169	-2,4
Total des revenus fiscaux	23 095	21 904	-5,2	156 090	159 355	2,1
Produits issus de la redevance sur les combustibles	0	159	s.o.	0	731	s.o.
Cotisations d'assurance-emploi	1 112	1 186	6,7	12 185	12 489	2,5
Autres revenus	2 488	2 216	-10,9	16 377	16 957	3,5
Total des revenus	26 695	25 465	-4,6	184 652	189 532	2,6
<i>Nota</i> – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.						
¹ Certains résultats de l'exercice précédent ont été redressés de façon à prendre en compte un changement à la convention comptable. Pour plus de détails, voir la note 8 à la fin du présent document.						

Charges

En octobre 2019, les charges de programmes ont totalisé 26,9 milliards de dollars, soit une hausse de 1,0 milliard (3,9 %) comparativement au mois d'octobre 2018.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,1 milliard de dollars (1,5 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,3 milliard (6,0 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,2 milliard (14,6 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 42 millions (2,1 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (7,1 %), principalement sous l'effet des augmentations prévues par la loi du Transfert canadien en matière de santé (TCS), du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS), des transferts de péréquation et des transferts aux territoires, et d'une augmentation des transferts du Fonds de la taxe sur l'essence en raison d'une variation du calendrier annuel des versements.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (3,8 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Le retour des produits de la redevance sur les combustibles désigne 10 millions de dollars en paiements effectués dans le cadre du régime fédéral de tarification de la pollution par le carbone.
 - Les autres paiements de transfert ont diminué de 0,7 milliard de dollars (14,8 %), en grande partie sous l'effet de la baisse des transferts au titre des réclamations.
 - Les autres charges de programmes directes, qui englobent les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement, ont augmenté de 1,1 milliard de dollars (14,3 %), ce qui s'explique en partie par l'augmentation des coûts liés au personnel.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard (4,8 %), en partie sous l'effet des rajustements mensuels moins importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'IPC.

Pour la période d'avril à octobre de 2019-2020, les charges de programmes se sont élevées à 183,8 milliards de dollars, soit une hausse de 13,4 milliards (7,9 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 1,4 milliard de dollars (2,6 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 1,5 milliard (4,9 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix

à la consommation. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,3 milliard (2,7 %), et les prestations pour enfants ont augmenté de 0,2 milliard (1,4 %).

- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 4,2 milliards de dollars (9,8 %), en raison des augmentations prévues par la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires ainsi que de la hausse des versements des transferts relatifs aux soins à domicile et aux soins de santé mentale, de l'augmentation des transferts relatifs au Fonds de la taxe sur l'essence découlant de la variation du calendrier annuel des versements, de même que des transferts de 1,9 milliard de dollars découlant de la nouvelle entente concernant la rente garantie par des dividendes du projet Hibernia, entente conclue le 1er avril 2019 par le Canada et Terre-Neuve-et-Labrador.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 7,8 milliards de dollars (10,7 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Le retour des produits de la redevance sur les combustibles a totalisé 1,3 milliard de dollars.
 - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 1,2 milliard de dollars (5,6 %), sous l'effet de la hausse des paiements constatée dans un certain nombre de ministères.
 - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 5,3 milliards de dollars (10,5 %), en partie sous l'effet de la hausse des coûts liés au personnel.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (4,3 %), ce qui s'explique en grande partie par des rajustements plus importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'IPC et par la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours des bons du Trésor du gouvernement du Canada.

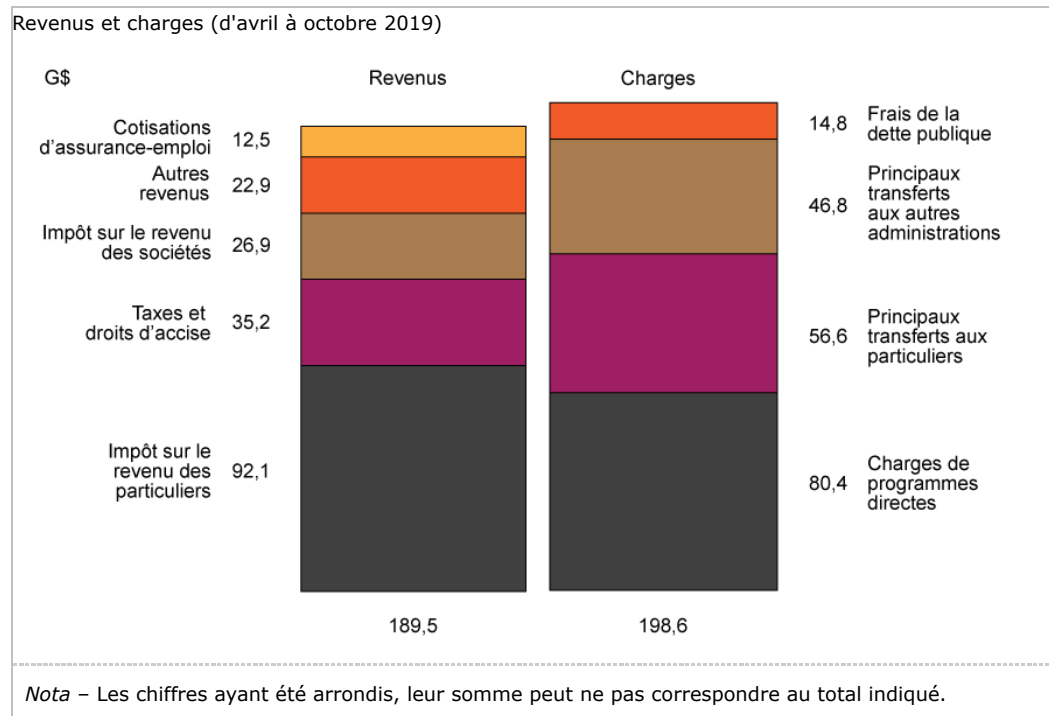
Tableau 3
Charges

	Octobre			Avril - octobre		
	2018 Redressés ¹	2019	Variation	2018-2019 Redressés ¹	2019-2020	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations aux aînés	4 488	4 759	6,0	30 817	32 340	4,9
Prestations d'assurance-emploi	1 342	1 146	-14,6	10 470	10 189	-2,7
Prestations pour enfants	1 983	2 025	2,1	13 918	14 118	1,4
Total	7 813	7 930	1,5	55 205	56 647	2,6
Principaux transferts aux autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé	3 215	3 364	4,6	22 507	23 551	4,6
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 180	1 215	3,0	8 260	8 508	3,0
Péréquation	1 580	1 653	4,6	11 059	11 575	4,7
Formule de financement des territoires	257	268	4,3	2 498	2 606	4,3
Fonds de la taxe sur l'essence	0	324	s.o.	1 085	1 408	29,8
Transferts relatifs aux soins à domicile et de santé mentale	117	0	-100,0	148	550	271,6
Autres arrangements fiscaux ²	-427	-481	12,6	-2 972	-1 432	-51,8

Total	5 922	6 343	7,1	42 585	46 766	9,8
Charges de programmes directes						
Retour des produits de la redevance sur les combustibles	0	10	s.o.	0	1 267	s.o.
Autres paiements de transfert	4 441	3 785	-14,8	22 166	23 397	5,6
Autres charges de programmes directes	7 760	8 869	14,3	50 459	55 752	10,5
Total des charges de programmes directes	12 201	12 664	3,8	72 625	80 416	10,7
Total des charges de programmes	25 936	26 937	3,9	170 415	183 829	7,9
Frais de la dette publique	1 872	1 782	-4,8	14 145	14 757	4,3
Total des charges	27 808	28 719	3,3	184 560	198 586	7,6
<i>Nota</i> – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué. ¹ Certains résultats de l'exercice précédent ont été redressés de façon à prendre en compte un changement à la convention comptable. Pour plus de détails, voir la note 8 à la fin du présent document. ² Les autres arrangements fiscaux comprennent : le recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, qui représentent les sommes recouvrées du Québec à l'égard d'un transfert de points d'impôt; les subventions législatives; les paiements liés aux accords de 2005 sur les ressources extracôtières; les paiements aux provinces relativement à l'organisme commun de réglementation des valeurs mobilières; les transferts effectués en vertu de l'Entente concernant la rente garantie par des dividendes du projet Hibernia conclue avec Terre-Neuve-et-Labrador; et d'autres éléments.						

Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

¹ Certains résultats de l'exercice précédent ont été redressés de façon à prendre en compte un changement à la convention comptable. Pour plus de détails, voir la note 8 à la fin du présent document.



Besoins financiers de 14,7 milliards de dollars d'avril à octobre 2019

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un déficit budgétaire de 9,1 milliards de dollars et des besoins de 5,7 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à octobre 2019 s'est soldée par des besoins financiers de 14,7 milliards, comparativement à des besoins financiers de 12,5 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Tableau 5 Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers (M\$)				
	Octobre		Avril - octobre	
	2018	2019	2018-2019	2019-2020
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-1 113	-3 254	92	-9 054
Opérations non budgétaires				
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	1 869	2 704	-5 059	-3 017
Régimes de retraite, autres avantages futurs et autres passifs	818	844	4 614	6 240
Comptes d'opérations de change	-3 703	119	-1 493	305
Prêts, placements et avances	-386	-1 387	-9 568	-8 741
Actifs non financiers	-301	-277	-1 079	-468
Total des opérations non budgétaires	-1 703	2 003	-12 585	-5 681
Ressources ou besoins financiers	-2 816	-1 251	-12 493	-14 735
<i>Nota</i> – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.				

Activités nettes de financement en hausse de 24,7 milliards de dollars

L'État a couvert ces besoins financiers de 14,7 milliards de dollars en augmentant ses soldes de trésorerie de 10,0 milliards et la dette non échue de 24,7 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin du mois d'octobre 2019, les soldes de trésorerie s'élevaient à 50,0 milliards de dollars, soit 4,3 milliards de plus qu'à la fin du mois d'octobre 2018.

Tableau 6 Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement (M\$)				
	Octobre		Avril - octobre	
	2018	2019	2018-2019	2019-2020
Ressources ou besoins financiers	-2 816	-1 251	-12 493	-14 735
Augmentation (+) ou diminution (-) nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	6 808	11 150	320	25 214
Bons du Trésor	4 500	2 800	22 300	2 700
Titres au détail	-35	-11	-276	-126
Total	11 273	13 939	22 344	27 788
Emprunts en devises	678	-35	553	-782
Total	11 951	13 904	22 897	27 006
Réévaluation de swaps de devises	948	290	-1 173	-1 627
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-163	-65	-1 035	157
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autres dette non échue	-23	-21	-248	-835
Variation nette dans les activités de financement	12 713	14 108	20 441	24 701
Variation dans l'encaisse	9 897	12 857	7 948	9 966
Trésorerie à la fin de l'exercice			45 625	49 969
Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.				

Dettes fédérales

La dette fédérale, ou déficit accumulé, désigne l'écart entre le total des passifs du gouvernement et le total de ses actifs. La variation d'une année à l'autre du déficit accumulé découle du solde budgétaire cumulé de l'exercice visé, auquel s'ajoutent les autres éléments du résultat global. Les autres éléments du résultat global se composent de certains gains et pertes non réalisés sur des instruments financiers ainsi que de certains gains et pertes actuariels liés aux régimes de retraite et autres avantages futurs des employés qui sont comptabilisés par les sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques.

Le déficit accumulé a augmenté de 10,2 milliards de dollars d'avril à octobre 2019, en raison du déficit budgétaire de 9,1 milliards enregistré pendant cette période et des pertes de 1,2 milliard constatées au titre des autres éléments du résultat global.

Tableau 7 État condensé de l'actif et du passif M\$			
	31 mars 2019	31 octobre 2019	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	159 707	146 509	-13 198
Dettes portant intérêt			
Dettes non échues			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	569 526	594 740	25 214
Bons du Trésor	134 300	137 000	2 700
Titres au détail	1 237	1 111	-126
Total partiel	705 063	732 851	27 788
Payable en devises	16 011	15 229	-782
Compte de réévaluation de swaps de devises	7 274	5 647	-1 627
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	2 163	2 320	157
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	6 404	5 569	-835
Total de la dette non échue	736 915	761 616	24 701
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	168 782	167 633	-1 149
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	113 862	121 271	7 409
Autres passifs	5 905	5 885	-20
Total des régimes de retraite et autres passifs	288 549	294 789	6 240
Total de la dette portant intérêt	1 025 464	1 056 405	30 941
Total des passifs	1 185 171	1 202 914	17 743
Actifs financiers			
Trésorerie et créances	177 041	176 826	-215

Comptes d'opérations de change	99 688	99 383	-305
Prêts, placements et avances (nets des provisions) ¹	133 912	141 470	7 558
Actifs des régimes de retraite du secteur public	2 406	2 406	0
Total des actifs financiers	413 047	420 085	7 038
Dettes nettes	772 124	782 829	10 705
Actifs non financiers	86 674	87 142	468
Dettes fédérales (déficit accumulé)	685 450	695 687	10 237
<i>Nota</i> – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué. ¹ Le montant du 31 octobre 2019 inclut des pertes de 1,2 milliard de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrés par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril à octobre 2019.			

Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada, préparé tous les mois par le ministère des Finances du Canada. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun, conformément à la Norme spéciale de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international, qui est conçue pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada tenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les *Comptes publics du Canada*.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux conventions comptables servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement, qui sont résumés dans la section 2 du volume I des *Comptes publics du Canada*, accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des dépenses. Par exemple, une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition de mars de *La revue financière*.
6. Les résultats d'avril à mars présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs, publiés dans les *Comptes publics du Canada* annuels, intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars, une fois que d'autres renseignements sont connus, dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus et les ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi d'exécution reçoit la sanction royale.
7. L'État condensé de l'actif et du passif est inclus dans *La revue financière* mensuelle après la mise au point et la publication des résultats financiers du gouvernement de l'exercice précédent, habituellement à l'automne.
8. Changement comptable et redressement

Pour faciliter les comparaisons, les résultats financiers mensuels de l'exercice 2018-2019 présentés dans *La revue financière* ont été redressés de façon à tenir compte du changement suivant à la convention comptable :

Corporation commerciale canadienne

En 2018-2019, la Corporation commerciale canadienne a déterminé qu'elle agissait à titre de mandataire du gouvernement dans ses opérations d'échanges commerciaux. Par conséquent, les revenus et charges ainsi que les soldes des actifs et passifs connexes découlant de ces opérations ne sont plus consolidés dans les résultats financiers du gouvernement. Ce changement à la convention comptable n'a aucune incidence nette sur le solde budgétaire, puisqu'une réduction équivalente des charges compense la baisse des revenus du gouvernement. De même, ce changement n'a aucune incidence nette sur la dette fédérale, puisqu'une réduction équivalente des passifs compense la baisse des actifs du gouvernement.

Le tableau qui suit fournit un aperçu du redressement des résultats financiers de l'exercice 2018-2019.

Tableau 8 Sommaire du redressement (M\$)		
	Autres charges de programmes directes	Autres revenus
Octobre 2018		
Publiés antérieurement	7 932	2 660
Effet du changement à la convention comptable		
Corporation commerciale canadienne	-172	-172
Redressés	7 760	2 488
D'avril à octobre 2018		
Publiés antérieurement	51 921	17 839
Effet du changement à la convention comptable		
Corporation commerciale canadienne	-1 462	-1 462
Redressés	50 459	16 377
<i>Nota</i> – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.		

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Décembre 2019

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2019)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document en tout ou en partie doit être adressée au ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134